

INTERNATIONAL

Union des paysans palestiniens Quels sont les enjeux pour ce syndicat ?

Un des enjeux clé du conflit israélo-palestinien est la confiscation des terres et de l'eau. De très nombreuses colonies se sont implantées en Cisjordanie sur les terres les plus fertiles des paysans palestiniens. 400'000 colons sont établis aujourd'hui en Cisjordanie. Depuis 4 ans, la

construction du mur en Palestine par le gouvernement israélien a encore accentué cette problématique. 60% des habitants palestiniens vivent en zone rurale et nombreux sont ceux qui sont retournés à la terre suite à la perte de leur emploi en Israël ou dans les villes palestiniennes.

L'Union des paysans palestiniens a été créée en 1993 pendant la période des accords d'Oslo. Jusqu'à la constitution de l'Autorité Palestinienne, les ONG et les syndicats ont joué un rôle central dans l'organisation de la société palestinienne. Ce syndicat paysan apolitique dénombre 8400 membres. Sur le plan national, les différents partis politiques tels que le Fatah, le Hamas, ou les partis de gauche comme le Parti populaire palestinien, le Front populaire ou le Front démocratique poursuivent chacun leurs propres intérêts et la paysannerie n'est pas dans leurs priorités. Le syndicat aimerait, avec d'autres mouvements, initier une troisième voie qui serait celle de la société civile, apte à assurer une démocratie, de la base au sommet. Il a initié de nombreuses actions qui encouragent les paysans à rester sur leurs terres, favorisant ainsi une forme de résistance pacifique quotidienne. Il cherche à créer des conditions cadres aussi favorables que possible pour leur permettre de vivre de leur métier.

Travail politique et de lobbying

Un travail indispensable est mené pour réformer la politique agricole de l'Autorité Palestinienne et pour disposer d'un véritable budget (il ne s'élève aujourd'hui qu'à 1% du budget de l'Autorité). En collaboration avec des ONG palestiniennes, un travail de lobbying a été accompli pour la mise sur pied d'une véritable loi agricole qui a été votée en 2001. Le syndicat a également conduit des négociations avec le ministère de la santé pour créer une assurance maladie spécifique pour les paysans. Grâce à cette initiative, l'assurance paysanne s'élève à 16% de l'assurance maladie classique et les membres du syndicat, sous présentation de leur carte, bénéficient aujourd'hui d'un rabais de 30 à 40% sur les consultations médicales et l'achat de médicaments. L'Union des paysans palestiniens a créé plusieurs comités locaux de résistance à la construction du mur. Celui-ci menace gravement leur existence par la confiscation de milliers d'hectares et de nombreuses sources d'eau. Le syndicat soutient les

paysans dans les procédures juridiques face au gouvernement israélien. Il est impliqué dans les débats nationaux et internationaux pour dénoncer le drame qu'engendre la construction du mur pour les agriculteurs palestiniens.

Organisation des producteurs

Dans cette région les marchés sont loin d'être stables. Une des problématiques de l'agriculture palestinienne est la non-maîtrise des frontières, celles-ci étant entièrement sous contrôle israélien. Toute marchandise passe obligatoirement par des entreprises agroalimentaires israéliennes qui fixent, au gré de leurs intérêts, les prix, les dates de livraison et la qualité des produits. Les commerçants profitent également de cette situation en vendant les intrants à des prix très élevés. Des groupes de 10 à 15 personnes par village ont été créés pour acheter les intrants en gros et vendre leurs produits. Cette action a été complétée par un réseau de 60 coopératives de crédit. Les prêts sont octroyés sans intérêt et le remboursement doit s'effectuer dans les 6 à 8 mois. L'argent circule ainsi entre les paysans.

Amélioration des conditions de production

L'olivier est au cœur de l'agriculture palestinienne. 70'000 familles vivent entièrement de cette culture qui représente 60 à 90% de leur revenu. En outre, la production d'huile représente le second revenu pour plusieurs centaines de milliers de familles; au total ce sont près de 600'000 personnes qui vivent directement de cette production. En moyenne, la Palestine produit 25'000 tonnes d'huile par année. 10 à 12'000 tonnes sont consommées sur place et 13 à 14'000 tonnes sont exportées. Les difficultés de déplacements - liées entre autres aux nombreux check-points et aux routes réservées aux colons (qui découpent les territoires occupés en minuscules cantons), à la construction du mur et à la fermeture quasi hermétique des frontières - entravent fortement le commerce. Cela a provoqué une chute des prix de 50%. La production

moyenne dépassant les besoins locaux, les producteurs doivent néanmoins pouvoir exporter leurs produits. Une charte de qualité a été développée; elle inclut le travail de la terre, l'entretien des arbres, le stockage des olives, la gestion des pressoirs et le stockage de l'huile. 14 coopératives de producteurs d'huile d'olive ont vu le jour, dont huit produisent selon les critères de l'agriculture biologique sous le contrôle d'organismes allemands et égyptiens. Les coopératives se sont également lancées dans la filière du commerce équitable avec le soutien d'ONG anglaises. C'est le premier pays qui cumule - dans le secteur de l'huile d'olive - une charte

plus pouvoir se déplacer à l'intérieur même des territoires palestiniens et de perdre contact avec le monde extérieur. Imaginons qu'il nous soit impossible de nous rendre à une réunion à Berne, à une assemblée à la Chaux-de-Fonds ou chez un transformateur pour livrer les produits par le simple fait que les routes - au cœur du pays - soient bloquées par l'armée. Que nous ne puissions pas nous rendre à une réunion internationale car toutes les frontières avec les pays voisins seraient hors de notre portée. Imaginons que nous n'ayons plus accès à nos terres car elles se trouveraient de l'autre côté du mur ou qu'elles seraient trop proches d'une



Les olives sont au cœur de l'agriculture palestinienne.

de qualité, la production biologique et le commerce équitable. L'huile biologique équitable est payée 25 à 30% de plus au producteur, soit entre 4 et 5 francs suisses le litre.

Entre syndicalisme, conseil agricole ou suivi de projets de développement, l'Union des paysans palestiniens est sur tous les fronts pour répondre aux différents besoins de ses membres; et plus largement à ceux de la population paysanne et rurale des territoires palestiniens. Une telle diversité d'activités et de paramètres à prendre en compte laisse songeur. Elle les oblige à travailler dans le cadre d'un réseau de compétences aussi efficace que possible. Leur plus grande inquiétude demeure celle de ne

colonie illégale. Le travail de fond que développe le syndicat tant sur des aspects techniques, économiques, que de société, est appréciable: renforcer une société civile laïque, consciente politiquement, engagée dans la défense de ses intérêts qui s'inscrivent dans l'aspiration à l'auto-détermination du peuple palestinien. La lutte quotidienne pacifique de ces militants et de ces milliers de paysans est trop souvent tue pour qu'elle ne soit pas rappelée au moment où la communauté internationale hésite à bloquer les fonds à destination des territoires occupés palestiniens suite aux élections démocratiques qui s'y sont tenues.

Valentina Hemmeler